

Kamila BOUAZIZ

Université de Tunis El Manar

bouaziz@gmail.com

COMMENT PROMOUVOIR LA LUTTE CONTRE LA PAUVRETE ET L'ASSOCIER A LA CROISSANCE ? LE CAS DE LA TUNISIE

INTRODUCTION

L'un des problèmes majeurs des pays en développement étant la pauvreté, la question est de savoir s'il existe des solutions pour lutter contre la pauvreté et assurer une certaine croissance.

Le groupe de la Banque Mondiale, en avril 2018, cherche des solutions, à travers la croissance assurée par l'investissement, pour lutter contre la pauvreté en exploitant les données et analyses permettant aux pays les plus démunis d'améliorer les conditions de vie de leur population qui a atteint un seuil de pauvreté extrême.

Comment promouvoir la lutte contre la pauvreté et l'associer à la croissance ? La lutte contre la pauvreté est désormais un élément majeur des politiques économiques et sociales, sous les effets du chômage, de l'inflation, des changements sociaux et des différents éléments qui bouleversent les structures...

La mondialisation à travers, d'une part, l'internationalisation des échanges et d'autre part, la coordination entre les institutions internationales permet-elle de diminuer les inégalités entre les pays et principalement de réduire la pauvreté ?

La mondialisation, c'est-à-dire ici l'intégration commerciale et financière de

l'économie mondiale, a été considérée comme étant une force motrice de la croissance, qui permet aux économies d'échelle et aux progrès techniques de se traduire par des accroissements de productivité sans précédent. Mondialisation et croissance sont allées en s'accélégrant pendant la décennie des années 90 et cette mouvance se poursuit jusqu'à nos jours.

Il est admis que la mondialisation accélère la croissance, elle est, selon Bourguignon²² « un instrument de modernisation » et « tantôt comme un danger mortel ». Le débat se focalise aujourd'hui sur la répartition des bénéfices et des coûts de la mondialisation. Les richesses créées par l'économie contemporaine réduisent-elles la pauvreté dans le monde ? Ou, au contraire, la mondialisation est-elle créatrice de nouvelles inégalités, et quel serait son impact sur la pauvreté ? Qu'en est-il pour la Tunisie ?

Mots-clés : mondialisation, pauvreté extrême, internationalisation des échanges, et coordination entre les institutions internationales.

JEL Classification : F16, F63, I32, D31, D63.

Différentes étapes de développement depuis l'indépendance

Comme pour tous les PED, des stratégies de développement ont été conçues pour les aider à suivre des politiques économiques leur permettant soit de dépasser le dualisme soit d'amorcer, « un processus d'industrialisation compatible avec leur niveau de développement économique et technologique »²³ à travers, pour la Tunisie, des industries de substitutions des importations (ISI) et des industries exportatrices. Les résultats obtenus, suite à la mise en œuvre de ces stratégies, ont été mitigés et il lui a été proposé de s'ouvrir vers l'extérieur par l'intermédiaire des investissements directs étrangers (IDE) et le recours

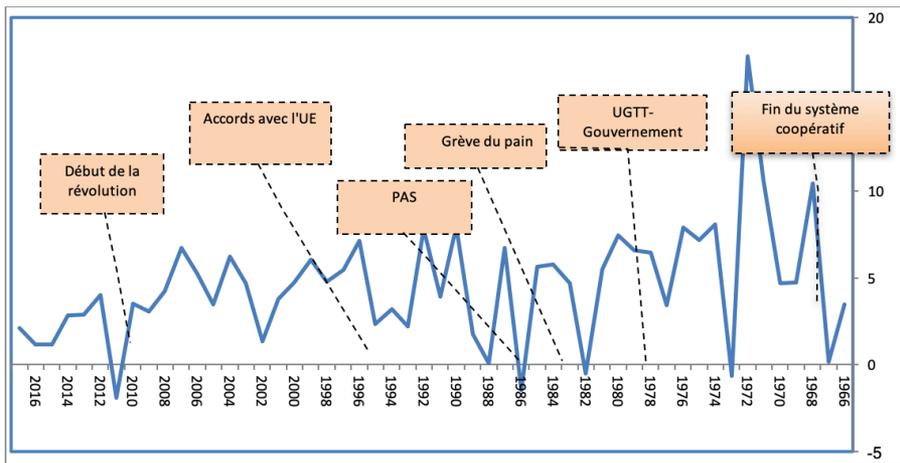
22 François Bourguignon, (2012, P. 7), La mondialisation de l'inégalité, éditions Seuil.

23 Samir Amin, (2015), Le développement inégal, Œuvres complètes.

aux activités de sous-traitance. Les résultats obtenus par cette stratégie ont été en dessous des attentes et ont conduit à un endettement extérieur assez élevé auprès du Fonds Monétaire International (FMI) et de la Banque Mondiale (BM) qui ont conditionné leur aide à la mise en œuvre des plans d'ajustement structurel (PAS) élaborés par les néolibéraux. Ces derniers ont, pour la majorité des PED, entraîné des résultats décevants avec des taux de croissance du PIB par tête négatifs, un chômage élevé ...

Elles sont caractérisées par l'accentuation de la pauvreté et le mécontentement général, s'exprimant par les émeutes de 1969, 1978, 1986, 2004, 2006, 2008 et essentiellement par ce qui est appelé « le printemps arabe » qui a pris naissance en Tunisie au début de l'année 2011.

Graphique 1 : Mouvements sociaux



Source : *Élaboration de l'auteur.*

Celle-ci, comme nous allons le voir, a conduit à des inégalités interrégionales et des effets négatifs ne concernant que les pauvres au niveau national avec une classe moyenne qui s'appauvrit de plus en plus.

Dans ce qui suit nous allons étudier la nature de ces inégalités puis la relation entre ces dernières et la croissance.

Le contexte historique de la Tunisie, lors de son indépendance en 1956, a conduit les dirigeants politiques à chercher le développement social et

économique et à en faire la priorité politique de l'époque. Ils ont basé l'essentiel de leurs politiques sur le capital humain ; l'éducation et la santé. Ainsi, deux périodes se distinguent ; la première porte sur les gouvernements dirigés par les Présidents Bourguiba et Ben Ali et la seconde à partir de janvier 2011.

1. De 1960 à 2010 : De Bourguiba à Ben Ali - la 1^{ère} République

1.1. De 1960 à 1987

Selon la première « Enquête Nationale de Consommation des Ménages » menée après l'indépendance, au début des années soixante, la population tunisienne était globalement analphabète et avait un niveau de vie très bas. Les dotations moyennes en enseignement étaient de 0,6 an en 1960, ce qui était très faible par rapport au reste du monde. En 1968 plus de 72% de la population adulte et 85% de la population féminine étaient toujours illettrées. L'incidence de la pauvreté était également importante, estimée à 33% pour 1966-67 et était encore plus élevée les années suivantes. Les principaux secteurs étaient presque inexistant, nous citons l'industrie et le tourisme ; quant à l'agriculture, elle était jusqu'en 1964, en grande partie entre les mains des colons français. A cela s'ajoute qu'après le départ de la majorité des colons fonctionnaires, un vide très important dans le secteur public a dû être comblé par des Tunisiens sans formation et expérience dans le domaine. Ces éléments ont aggravé la situation économique du pays et obligé le premier gouvernement à mettre l'accent sur « la planification » comme un modèle de développement économique. Ce dernier va reposer sur la coexistence de trois secteurs : public, coopératif et privé, et permettre le développement humain à travers l'éducation, le planning familial avec le contrôle des naissances, les droits de la femme... pour permettre « l'éradication » de la pauvreté en assurant une certaine croissance économique.

Mais, en 1962 est né le « socialisme destourien » lorsque le Conseil national du Néo-Destour proclame l'adoption du socialisme sous le gouvernement du premier ministre Béhi Ladgam.

En 1963, le Néo-Destour adopte le régime du parti unique ayant pour doctrine économique déterminante le « socialisme destourien » et interdisant toutes organisations et associations civiles en opposition avec le régime. Ce choix est la conséquence du complot avorté en 1962.

Cette nouvelle orientation était dirigée par le Ministre Ahmed Ben Salah qui avait le soutien total du Président Bourguiba et qui s'est permis d'instaurer un système coopératif de collectivisation des terres au sein du secteur « agriculture et pêche ». D'importantes émeutes se sont répandues en Tunisie contre le régime coopératif adopté, au point qu'en septembre 1969, le pays se trouve confronté à de nombreux obstacles et dans l'impasse, jusqu'à l'abandon de cette politique ayant conduit à des inégalités plus accentuées entre les secteurs déjà cités et les régions...

Cet échec a permis au Président Bourguiba de réaliser qu'une politique libérale était la mieux adaptée à la Tunisie et nomme le 2 novembre 1970, Monsieur Hédi Nouira premier ministre pour sauver le pays.

Le nouveau gouvernement prend rapidement des dispositions destinées à éliminer les séquelles de la collectivisation dans le sens de la réhabilitation du secteur privé dans le but de redynamiser l'économie tunisienne, au détriment des préoccupations d'ordre social, culturel ou éducatif.

Cette décennie se caractérise par la priorité accordée à la rentabilité économique des investissements de l'État, au détriment du rendement social, ainsi que par une modification fondamentale au niveau du rythme d'accroissement de l'endettement extérieur (taux d'endettement par rapport au PIB passant de 21,8 % en 1962 à 45 % en 1981), l'industrie comptant de plus en plus sur l'importation (pièces de rechange, machines-outils,...). Des législations incitatives pour les investissements étrangers sont mises en place.

Cette décennie fut fructueuse pour certaines catégories sociales, aux dépens de la classe pauvre. En effet, elle a été caractérisée par la « réaffirmation de la prééminence du rendement et de la rentabilité économiques », entraînant l'accroissement du rythme de la production et une certaine croissance économique due aux hydrocarbures dégageant un excédent exportable et au climat favorisant l'agriculture. Mais des incidences négatives dues à l'orientation

libérale enrichissant une classe par rapport à une autre, entraînent les émeutes du 26 janvier 1978, nommées : « les évènements du jeudi noir » par l'Union Générale des Travailleurs Tunisiens (l'UGTT), contre la vie chère en Tunisie pour les classes moyennes et pauvres. Des explosions successives ont lieu en janvier 1978 puis en janvier 1980 sous la forme d'une rébellion armée dans la région de Gafsa orchestrée par un groupe de nationalistes tunisiens expatriés et soutenus par des parties étrangères. Il en résulte un passage à vide et le retrait de Nouira de la scène politique pour cause de maladie, pour être remplacé par Mohamed Mzali.

A ces deux crises, s'ajoute celles des universités qui continuent jusqu'à la décennie des années quatre-vingt : le 27 décembre 1983 et le 6 janvier 1984, les « émeutes du pain », provoquées par les augmentations du prix du pain et des produits céréaliers.

A partir de janvier 1986, le pays passe par une grave crise financière. Bourguiba remplace le premier ministre Mohamed Mzali par Rachid Sfar, ministre des Finances et de l'Économie, pour rétablir les équilibres économique-financiers. Les intégristes menacent les acquis de la Tunisie et Bourguiba, vieillissant, veut dès lors les éradiquer par la répression. Commencé dans une atmosphère de libéralisme et de laïcisation de la société tunisienne, le long règne de Bourguiba s'achève ainsi dans une lutte sans merci contre la montée de l'islamisme menée par Zine el-Abidine Ben Ali, occupant deux ministères ; celui de l'Intérieur et de Premier Ministère.

1.2. De fin 1987 à janvier 2011

Le 7 novembre 1987, Ben Ali a déclaré Bourguiba sénile suite à son âge avancé et par un « coup d'Etat médical », il a pris sa succession jusqu'aux élections du 2 avril 1989, où il était le seul candidat à se présenter, de manière pacifique et sans incidents. À la fête de la république, le 25 juillet 1988, il a annoncé l'abrogation de la présidence à vie, en limitant la présidence à trois mandats, et fixant un âge maximum de 65 ans pour se présenter. Il a également proposé la légalisation de la multiplicité des partis politiques, mesure qui a été votée en novembre

1988²⁴. Il a poursuivi, sur le plan économique et social, la politique de Bourguiba, réussissant à moderniser l'économie en procurant un bon taux de croissance. Certains partis ont été neutralisés, essentiellement les islamistes, au début des années 1990, en les condamnant à de lourdes peines d'emprisonnement et en permettant à certains de s'exiler, en Europe notamment (par exemple, le représentant du parti Ennahdha, Rached Ghannouchi et sa famille).

Ce positionnement, a fait réagir l'opposition, les associations et les ONG défendant les droits de l'homme et la liberté publique. A partir des élections de 1994, la situation politique s'est détériorée en imposant une nouvelle forme de dictature et en limitant la démocratie, ce qui a été dénoncé par le président de la « Ligue tunisienne des droits de l'homme », Moncef Marzouki (lequel avait annoncé sa candidature à l'élection présidentielle) mais qui a été emprisonné pendant plusieurs mois. Ce même manège s'est reproduit en 1999, bien que les élections fussent pluralistes, puis en 2004. Ce qui a causé plusieurs mouvements sociaux dirigés par les islamistes tunisiens résidant aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'étranger.

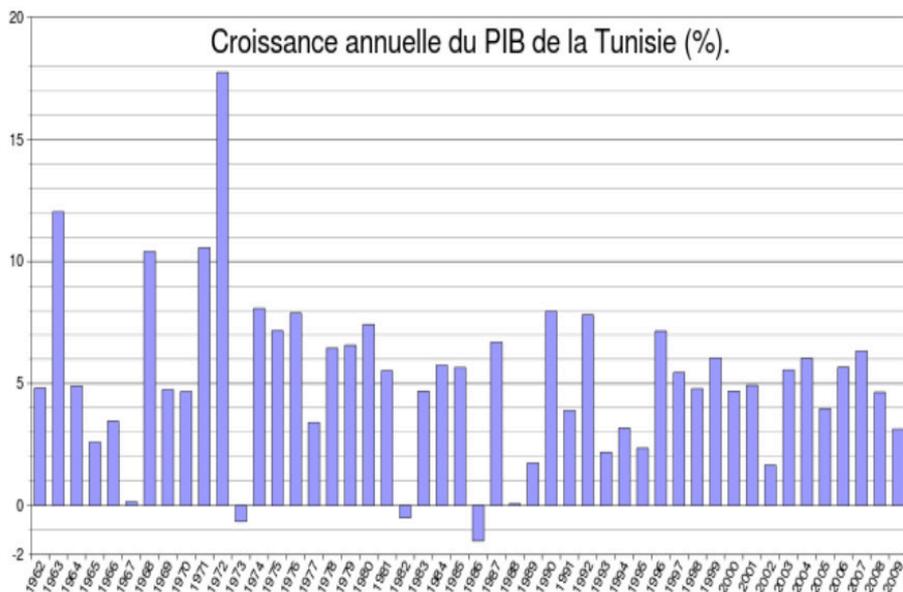
De 1987 à 2010 et depuis le lancement du nouveau programme de privatisation en 1987, le gouvernement a totalement ou partiellement privatisé, selon la Banque Mondiale : « 217 entreprises publiques ou semi-publiques en décembre 2008, dont de grands établissements publics comme Tunisie Télécom, pour une recette globale de 6,013 milliards de dinars, avec une place particulière accordée au secteur des services (53,9 % des entreprises) et de l'industrie (37,8 %) »²⁵.

Cette évolution a permis une croissance représentée par le graphique 2 suivant, recouvrant la période allant de 1962 à 2009 qui couvre, pratiquement, la période des deux règnes.

24 Ces deux décisions n'ont pas été appliquées et ont été abrogées par suite au milieu de ses mandats.

25 Banque Mondiale (2010) Evolution de la croissance en Tunisie.

Graphique 2 : Croissance annuelle du PIB de la Tunisie



Source : *Elaboration de l'auteur.*

2. Croissance et pauvreté de 1962 à 2010

La Tunisie est parvenue à de bons résultats de croissance, avoisinant les 5,3% et 3,2% respectivement pour le PIB total et le PIB par habitant sur la période 1962-2000. La croissance était élevée, atteignant 12% en 1963 et presque 18% en 1972, alors qu'elle a atteint des creux négatifs en 1973, 1982 et 1986. Grosso modo, la croissance était importante dans les années soixante-dix, le PIB par habitant a enregistré des augmentations moyennes de 4,8% par an, encouragé par la forte hausse des prix du pétrole et le développement des industries légères basées sur les IDE. La première moitié des années quatre-vingt a vu s'opérer un ralentissement conséquent de la croissance malgré de gros investissements. La croissance du PIB a chuté par rapport au haut niveau des années soixante-dix, qui était l'âge d'or de la croissance tunisienne, pour retomber à 3,7% pour

la période 1980-85. L'inefficacité, une mauvaise gestion macroéconomique et l'instabilité politique due à des luttes pour la succession au pouvoir ont été les principaux facteurs expliquant cette baisse. Celle-ci s'est traduite par un ralentissement significatif de l'augmentation du PIB par habitant. Par la suite, la Tunisie est passée par une période de stabilisation macroéconomique et de réformes structurelles avec un faible coût de stabilisation macroéconomique et d'ajustement à court terme et une baisse de la croissance qui est passée de 3,7% en moyenne dans la première moitié des années quatre-vingt à 3% par an pendant la période d'ajustement de 1985-90. Les cinq années suivantes ont vu un début de reprise économique mais une succession de périodes de sécheresse a provoqué une sévère baisse du rendement agricole, qui a été réduit du tiers entre 1993 et 1995. Cependant, le PIB par habitant a continué d'augmenter d'environ 1,2% par an entre 1990 et 1995.

L'économie stimulée par les exportations, est repartie dans la seconde moitié des années quatre-vingt-dix, avec un taux de croissance du PIB par habitant, autour de 4,2% par an en moyenne. C'était le plus haut depuis les années soixante-dix. Sur l'ensemble de la période à laquelle s'intéresse particulièrement cette étude en termes d'analyse de la pauvreté, le PIB par habitant a augmenté en moyenne de 2% par an. En effet, le développement du secteur orienté vers l'exportation [nécessitant une main-d'œuvre abondante, qualifiée ou non, de n'importe quel sexe, tel que le secteur de l'industrie textile et l'habillement], l'expansion de l'industrie du tourisme, le contrôle de l'inflation, l'augmentation des investissements dans l'agriculture en milieu rural et les subventions alimentaires généreuses qui facilitent et incitent à l'augmentation de la production agricole, ont tous contribué à l'augmentation du niveau de vie des Tunisiens tout en augmentant la croissance économique.

De même, certaines interventions visant à réduire la pauvreté ont été mises en œuvre : l'augmentation du salaire minimum par d'importants investissements dans le capital humain tel que l'éducation, la santé, les programmes de planification par le contrôle des naissances; des programmes de développement rural qui ont élargi les infrastructures, les routes, l'approvisionnement en eau, en

électricité et l'assainissement ; les subventions énergétiques généreuses – bien que mal ciblées - et surtout, le développement des programmes de microcrédit. Cependant, la croissance reste inégalement répartie entre les régions.

D'autre part, la Tunisie a reçu la promesse de passer de la meilleure note B à la plus faible des notes A et ceci était programmé pour le début de l'année 2011, vu qu'elle remboursait aux échéances fixées, car la majorité de ses dettes étaient orientées vers l'accroissement de l'investissement, du développement socioéconomique et bien-être, malheureusement inégalement réparti. Cette situation a créé un déséquilibre régional et des mouvements sociaux qui ont abouti à la goutte ayant fait déborder le verre, le 17 décembre 2010 à Sidi Bouzid et à des grèves et des manifestations sur toute la Tunisie jusqu'au 14 janvier 2011.

3. À partir de Décembre 2010...

L'espoir des Tunisiens était d'assurer la démocratie, la liberté d'expression, une meilleure répartition de la croissance entre les régions, des subventions à la consommation, la diminution du chômage et de la pauvreté...

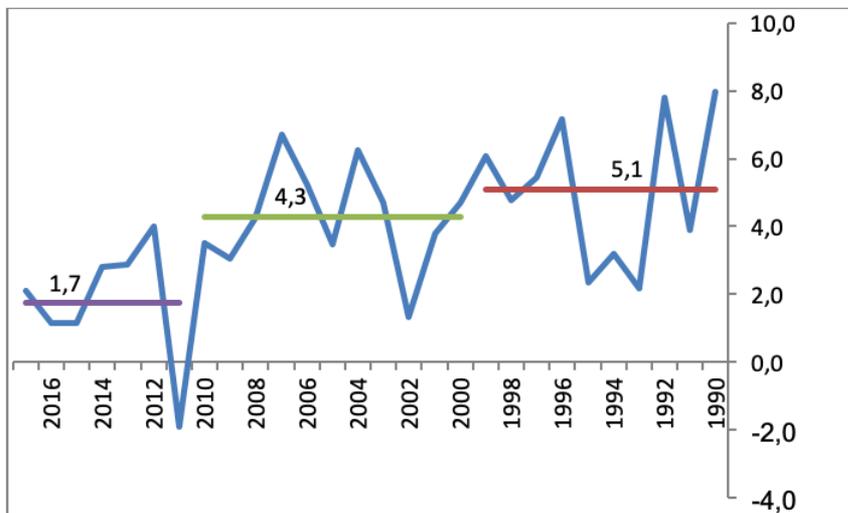
Les constats ont montré que la majorité de ces espoirs ne se sont pas réalisés équitablement. En effet, les emprunts, l'aide, les dons... ne sont pas orientés vers l'investissement, les subventions vers la consommation et la croissance, mais vers d'autres besoins des partis dirigeants nouvellement élus, soit revenant de l'exil, soit libérés de prison par l'amnistie générale... Ce qui a rendu la Tunisie plus vulnérable aux tensions sociales.

De 2011 à 2014, alors que le pays était en phase de transition, dirigé par la « Troïka », il a dû s'affronter à des tensions sociales internes et externes, de sécurité, de chômage, de ralentissement de la croissance et de conflits régionaux des pays arabes : Egypte, Irak, Libye, et Syrie.

Face à cette transition politique, la Tunisie s'est engagée dans des réformes économiques sur le court terme et abandonnant donc les projets recherchant la croissance inclusive sur le long terme. Cette orientation n'a fait qu'accentuer les difficultés concernant les équilibres extérieur et budgétaires, les fragilités bancaires, l'accroissement de l'endettement, le chômage, l'inflation, la détérioration du pouvoir d'achat des Tunisiens des classes moyennes et pauvres. De plus, de nouvelles politiques d'impositions et de taxation, de sécurités sociales, de retraite accroissent les écarts entre les classes sociales, faisant apparaître une nouvelle classe par le biais de l'informel, des marchés parallèles, du trafic, provoquant des perturbations économiques, financières et sociales. Avant la révolution, les Tunisiens acceptaient en grande majorité de voir leur situation s'améliorer, au prix de leur bien-être personnel. Seulement 30% de la population se déclarait malheureuse selon la Banque Mondiale, alors qu'en 2012, on atteint 40%.

Le graphique 3 pourra nous permettre de bien comprendre la situation de la pauvreté en Tunisie jusqu'à 2017.

Graphique 3 : Croissance moyenne annuelle et par période du PIB en %



Source : INS et calculs de l'auteur

Selon la Banque Mondiale, « l'économie a progressé en moyenne de 1,5 % après la révolution, contre 4,5 %, lors des cinq années qui l'ont précédée. Le taux de croissance s'est établi à 1,9 % en 2017, contre 1 % en 2016 et 1,1 % en 2015, tiré essentiellement par l'agriculture (+2,5 %) et les services (+4,1 %). »²⁶.

La situation de la Tunisie s'est détériorée depuis 2011 (sauf en 2012 où elle a atteint celle de 2008) pour décroître jusqu'en 2017. En effet, le taux de croissance annuelle moyen du PIB est passé de 5,1% de 1990 à 1999, pour atteindre une moyenne de 4,3% de 2000 à 2010 et 1,7% jusqu'à 2017. Cette décroissance n'a fait que s'aggraver et aggraver les indicateurs macroéconomiques et financiers.

Tous les secteurs ont enregistré un recul :

- Le chômage, et essentiellement, celui des diplômés n'a fait que croître en passant de 13% en 2010 à 19% en 2011 et, selon l'INS et la Banque Mondiale, à 15,5 en 2017. Ce dernier taux n'interprète pas la réalité. En effet, certains fonctionnaires ont été mis « au frigo » pour être remplacés en grande partie par certains amnistiés et ex-exilés, à qui sont proposés des postes et des grades, pour lesquels ils n'ont pas les qualifications requises, dans la plupart des cas. Ceci a fait presque doubler les salaires accordés aux fonctionnaires et les charges de l'Etat, sans ouvrir de postes aux chômeurs existants, et sans respect de la loi tunisienne du travail, qui spécifie l'impossibilité d'accéder à la fonction publique passé l'âge de 41 ans.
- Lorsque le dinar s'est déprécié en 2000, nous échangeons alors l'euro contre 1 DT et 1 dollar US contre 0,8 DT ; aujourd'hui en 2018, ces taux sont passés respectivement à 3,27 et 2,82. Selon la Banque Centrale de Tunisie (BCT), cette situation accentue les prix à l'importation, diminue ceux à l'exportation, engendre un déficit des balances commerciales, courantes, des transferts... et surtout accentue l'endettement de la Tunisie. A tout ceci s'ajoute un déficit budgétaire (hors dons), selon la BM, « de 6,1% du PIB en 2017, soit un point de pourcentage de PIB supérieur au budget initial, essentiellement en raison de l'augmentation des dépenses au titre des salaires. »²⁷.... « La dette publique et la dette extérieure sont de ce fait

26 Banque mondiale, (avril 2018), « Tunisie : rapport de suivi de la situation économique ».

27 Banque Mondiale, (2018), idem.

passées à, respectivement, 73 % et 80 % du PIB (contre 40 % et 52 % du PIB en 2010). Les réserves internationales brutes ont continué de fléchir, sous l'effet de l'accroissement du déficit du compte courant, de la contraction des investissements directs étrangers et des importantes interventions de la banque centrale sur le marché des changes, pour tomber à 3,1 mois d'importations fin 2017 (soit 5,7 milliards de dollars) et à moins de 90 jours en février 2018. »⁷. De plus, le déficit des caisses des sécurités sociales (CNSS et CNRPS) a poussé le gouvernement à réaliser un emprunt auprès des fonctionnaires en leur retirant 1% sur leurs salaires, à retarder les paiements des pensions des retraités, tout en accentuant le déficit de la CNAM qui ne peut plus couvrir ses remboursements. A tous ces problèmes, viennent s'ajouter l'augmentation de la TVA de 1% en moyenne, l'inflation qui est passée à une moyenne de 7,4%, en septembre 2018, selon l'INS dans son rapport du mois d'octobre.

Tout ceci montre que le pouvoir d'achat des Tunisiens se détériore et que la pauvreté ne fait que s'accroître en Tunisie contrairement aux chiffres présentés par le gouvernement.